



Le gouvernement veut en finir avec les services publics.

Toutes et tous en grève et en manifestation le 9 mai !

Le ministre Darmanin vient de faire connaître son projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique ». Ce projet de loi, matrice de toutes les réformes et des lois Blanquer contre l'école et Buzyn contre la Santé, est l'outil d'Action Publique 2022 pour supprimer des postes et démanteler notre Fonction Publique.

A l'inverse, nos organisations syndicales estiment qu'il y a :

Nécessité de défendre les services publics

Les services publics sont un bien commun essentiel. Ils se sont imposés aux pouvoirs publics au fil des luttes sociales pour la reconnaissance des besoins et des droits collectifs pour toutes et tous : éducation, communication, santé, travail social, transport, culture, logement, eau, énergie, emploi, PMI, petite enfance, finances publiques... Ils reposent sur des principes d'égalité et de continuité, au bénéfice du plus grand nombre, ce qui génère des contraintes aux agents chargés des services publics. Autre principe essentiel, celui de l'indépendance vis à vis du pouvoir politique et de l'arbitraire administratif. L'indépendance permet par exemple de garantir à l'inspection du travail de pouvoir intervenir dans les entreprises pour l'application du droit du travail.

Nécessité de combattre les privatisations et la loi de transformation de la fonction publique

Les vagues de privatisations, de déstructurations en lien avec les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs, entraînent la captation de notre patrimoine commun. Avec le projet de loi de transformation de la fonction publique, le gouvernement promet un meilleur service public à moindre coût pour l'État, en supprimant massivement des fonctionnaires (120 000 dans les 3 prochaines années), et en confiant la gestion d'une partie de ces services au privé.

Les exemples de France Télécom et de la Poste sont pourtant bien connus : violences managériales, suppressions de postes, suicides, réduction de la qualité de service à la population, et augmentation des tarifs.

De plus, le statut des fonctionnaires est protecteur pour les usagers et usagères, car il est au service de la population, et non au service d'intérêts privés.

Nécessité de combattre la fin du service public de proximité

En lien avec les réductions de coûts, les services publics deviennent de plus en plus uniquement accessibles par des plateformes internet. Après les réductions d'horaires d'ouverture des guichets, ce sont les sites qui ferment, comme à la Poste, aux Finances Publiques, à la Sécurité Sociale, à Pôle-Emploi... Les usagers, les citoyens, les assurés sociaux, les contribuables, qui ne maîtrisent pas l'outil informatique se voient donc privés de droits.

Nécessité de défendre, reconquérir et revendiquer de nouveaux services publics

S'il est nécessaire de défendre les services publics existants, il est aussi vital de remettre dans une gestion publique ce qui a été privatisé et de réfléchir à l'ensemble des biens et ressources qui devraient être gérés collectivement.

Les mouvements citoyens qui se sont développés ces dernières années autour de l'eau et du contrôle démocratique de ce bien essentiel (municipalisation, régies, etc.) montrent cette possibilité de redonner une puissance d'agir aux habitant.e.s, avec l'implication des salarié.e.s concerné.e.s. A cet égard, la possibilité de contrer la privatisation d'AdP via un processus référendaire est fort intéressante, quoi qu'incertaine.

A Paris aussi, le service public mis à mal

La Maire de Paris a multiplié, elle aussi, les attaques contre le service public, en accompagnant le plan Hirsch de destruction de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris, à commencer par les services d'urgence. Elle crée aujourd'hui une police municipale, au même moment où le contrôle du stationnement a été livré à une société privée. La municipalité ferme le centre dentaire Eastmann (dans le 13ème arrondissement) alors même que les structures de santé disparaissent les unes après les autres.

Dans le même temps, et sans réaction de la Mairie, les bureaux de Poste ferment un à un, pour ouvrir des Maisons de services au Public ou même des antennes dans les commerces ! Les agences Pôle Emploi sont regroupées, les centres de paiement de la Sécurité sociale disparaissent à tel point que le délai moyen de prise en charge des indemnités journalières est passé à 75 jours !

Mais ce sont aussi des dizaines de fermetures de classes, notamment en maternelle. Plus de 60 sites des Finances Publiques ont fermés depuis 10 ans.... Et la liste est longue.

**Il est temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique,
Les services publics nous concernent toutes et tous, et nous devons
toutes et tous en être partie prenante !**

**Nous vous appelons à vous joindre massivement à la manifestation du
jeudi 9 mai, pour défendre ensemble nos services publics.**